



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale du Val d'Oise**

Pontoise, le 2 janvier 2023

Nos réf. : ud95-2023-003-

Affaire suivie par :
Courriel :
Tél. :

N° GUN : 0006505705
Affaire : Incendie du 01/01/23

INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet :
Incendie du 1^{er} janvier 2023
Exploitant concerné :
PERRIEN TS

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	PERRIEN TS SIRET : 798 352 894 000 25
Adresse de l'établissement	2, rue des frères Montgolfier - 95500 GONESSE
Activité	Traitement de surfaces
Régime	Autorisation (IED)

1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Classement ICPE :
3260 (A) – 69 m³

2 OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

Un incendie s'est déclaré le dimanche 1er janvier 2023 à 14 h sur le site de la société PERRIEN TS situé au 2 rue des Frères Montgolfier sur la commune de GONESSE (95500).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur site le lundi 02 janvier à 9 h 00.

L'objet du présent rapport est de faire part à M. le Préfet du Val d'Oise des suites qu'il convient de donner à ces éléments.

3 CONTEXTE

3.1 Présentation du site

La société PERRIEN Traitement de Surface, implantée depuis 1974, est spécialisée dans le traitement de surface de pièces.

Le site est situé dans une zone industrielle :



Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour un volume de bains autorisé d'environ 69 m³.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral daté du 21 février 2000, modifié par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2014.

L'effectif sur site est composé d'une dizaine de salariés.

3.2 Incendie le 1^{er} janvier 2023

Un incendie s'est déclaré le dimanche 1^{er} janvier 2023 à 14 h sur le site de la société PERRIEN TS.

Le SDIS 95 est intervenu suite à des signalements de riverains sur le sinistre. L'incendie a détruit la quasi-totalité du bâtiment d'exploitation d'environ 900 m², répartis sur deux niveaux (rez-de-chaussée et sous-sol). L'incendie était maîtrisé par le SDIS 95 à 21 h.



Le site étant situé en zone industrielle dense, les pompiers ont utilisé une grande quantité d'eau afin de limiter les effets thermiques sur les bâtiments voisins.

Le sous-sol du site a partiellement retenu les eaux incendiées. Cette zone permet de stocker des produits chimiques utilisés pour l'activité de traitement de surface (acide, base, produits cyanurés et chromés). Le site étant dans une zone en pente, une partie des eaux se sont écoulées vers le sous-sol, l'autre partie s'est déversée dans le réseau d'eaux pluviales, relié en aval au Croult (environ 500 mètres linéaires).

Une station de prétraitement des effluents aqueux reliée au réseau d'eaux usées est située en sous-sol de l'installation. Lors de la phase d'extinction, la partie des eaux s'écoulant vers le sous-sol a rejoint le réseau d'eaux usées en passant par la station de prétraitement.

4 ENJEUX DE L'ACCIDENT

4.1 Gestion des eaux d'extinction et des produits dangereux restants

L'inspection s'est rendue sur site et a constaté qu'une partie des eaux d'extinction est confinée dans le sous-sol du bâtiment. Les pompiers ont évalué la hauteur d'eau à 60 cm sur une surface d'environ 350 m², soit un volume de 210 m³. Le LCPP et les pompiers ont réalisé des analyses des eaux d'extinction qui montrent des impacts notables notamment en chlore, cyanure et chrome.



Lors de son passage sur site, l'inspection a constaté la présence de la société SARP qui dimensionnait avec les pompiers et l'exploitant les moyens nécessaires pour évacuer ces déchets.

Proposition de l'inspection

Ces eaux doivent être gérées en tant que déchets dangereux. L'inspection propose au Préfet d'imposer, par arrêté de mesures d'urgence, la gestion de ces eaux d'extinction.

Les pompiers et l'exploitant ont indiqué que des fûts de produits chimiques (HCl, HS, KCl, soude, produits cyanurés, produits chromés, ...) étaient encore présents dans le sous-sol.

Par ailleurs, les bacs de la chaîne de traitement au rez-de-chaussée ne sont pas vides.

Proposition de l'inspection

L'inspection propose au Préfet d'imposer, par arrêté de mesures d'urgence, le retrait des produits dangereux restants afin d'assurer la mise en sécurité du site.

Lors de la visite, un représentant de la société ENEDIS a indiqué que l'alimentation électrique était coupée en amont du site. L'ensemble du site a été détruit dans l'incendie. Ainsi, la mise en sécurité du site par rapport à l'environnement sera effective après retrait des produits et déchets dangereux, et restriction d'accès au site.

Il convient de noter, par ailleurs, que des difficultés opérationnelles peuvent être rencontrées du fait du risque d'effondrement du bâtiment endommagé par l'incendie.



4.2 Pollution des réseaux

En raison des écoulements d'eaux d'extinction provenant du rez-de-chaussée du site vers la voirie en contrebas, le réseau d'eau pluviale a été impacté. Les pompiers sont allés vérifier le point de rejet du réseau impacté en aval hydraulique du site, se jetant dans le Croult.

Les pompiers ont présenté une photo montrant que les eaux rejetées sont colorées. Cette photo témoigne d'un impact de l'incendie sur le cours d'eau.



Proposition de l'inspection

L'inspection propose au Préfet d'imposer, par arrêté de mesures d'urgence, le nettoyage du réseau d'eau pluviale impacté et la réalisation d'analyses sur les eaux pluviales à proximité et en aval du site, et la caractérisation du milieu naturel impacté (eau et sédiments).

Les eaux incendie se sont accumulées dans le sous-sol du site lors du sinistre. Une partie de celles-ci se sont jetées dans le réseau d'eaux usées communal par le biais de la station de prétraitement.

Ce réseau d'eaux usées est dirigé vers la station d'épuration de BONNEUIL EN FRANCE, à environ 4-5 km du site.

Le SIAH a alerté l'inspection sur le risque de contamination des boues d'épuration (risque de gestion en ISDD au lieu du centre de compostage).

Proposition de l'inspection

L'inspection propose au Préfet d'imposer, par arrêté de mesures d'urgence, la réalisation d'un plan d'actions en vue de gérer la pollution du réseau d'eau usée communal.

4.3 Pollution des sols et des eaux souterraines

Un forage est présent sur site pour l'alimentation en eaux industrielles. L'exploitant a indiqué que ce forage datant d'environ 40 ans est normalement étanche et doit empêcher le transfert de pollution directement vers la nappe souterraine au droit du site.

Proposition de l'inspection

L'inspection propose au Préfet d'imposer, par arrêté de mesures d'urgence, la réalisation d'un prélèvement et la sécurisation du forage afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.

Compte tenu des produits présents pour l'activité de traitement de surface, l'inspection propose au Préfet d'imposer, par arrêté de mesures d'urgence, la réalisation d'un diagnostic des milieux.

5 PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Un incendie s'est déclaré le dimanche 1er janvier 2023 à 14 h sur le site de la société PERRIEN TS. Afin de protéger les intérêts du L.511-1 du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose au Préfet d'imposer, par arrêté de mesures d'urgence, les mesures suivantes :

- mise en sécurité du site et évacuation des produits et déchets dangereux ;
- gestion de l'impact des eaux d'extinction sur les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées ;
- gestion de la pollution des milieux.

L'inspection propose au Préfet de suspendre l'activité du site, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté de mesures d'urgence.

Enfin, l'inspection propose au Préfet d'imposer à l'exploitant la réalisation d'un rapport d'accident, conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article L.512-20 du Code de l'environnement et considérant l'urgence de mettre en sécurité le site, l'inspection propose de ne pas soumettre cet arrêté de mesures d'urgence pour avis au CODERST.